

**EXONÉRATION DES BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES IMPLANTÉES DANS
LES ZONES FRANCHES URBAINES TERRITOIRES ENTREPRENEURS (ZFU-TE))
Dispositif prévu à l'article 44 octies A du code général des impôts (CGI)**

1. Demande adressée à l'administration fiscale préalablement à la date de création ou de reprise :

OUI

NON

Dans l'affirmative, demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-2° du LPF

OU A DEFAULT :

2. Demande adressée à l'administration fiscale antérieurement à la date de dépôt de la déclaration :

OUI

NON

Dans l'affirmative, demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-1° du LPF

I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE ⁽¹⁾

ENTREPRISE INDIVIDUELLE :

NOM ET PRÉNOM :

NOM COMMERCIAL :

SOCIÉTÉ :

DÉNOMINATION SOCIALE :

FORME JURIDIQUE :

NOM DU GÉRANT OU DU PRÉSIDENT :

(Joindre les statuts s'ils sont déjà établis)

NUMÉRO SIRET :

DATE DE DÉBUT D'ACTIVITÉ DANS LA ZFU-TE ENVISAGÉE :

ADRESSE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE :

ADRESSE DES LOCAUX PROFESSIONNELS SITUÉS OU NON DANS LES ZFU-TE :

SOCIÉTÉ MEMBRE D'UN GROUPE FISCAL (art. 223 A et suivants du CGI) : oui non mère du groupe

TÉLÉPHONE(S) :

E-MAIL :

⁽¹⁾ À préciser, s'il y a lieu, au cadre VII « Autres éléments nécessaires... ».

II NATURE DES ACTIVITÉS ENVISAGÉES ⁽¹⁾

II. 1/ ACTIVITÉ QUI SERA EXERCÉE EN ZFU A TITRE PRINCIPAL ⁽²⁾

Indiquer la nature précise de l'activité ⁽¹⁾ :

Activité commerciale Artisanale Industrielle Marchand de biens

Lotisseur Intermédiaire pour le négoce de biens immobiliers

Location d'immeubles à usage professionnel munis de tout l'équipement nécessaire à l'exercice de l'activité hébergée

Non commerciale Civile Agricole

L'entreprise exerce-t-elle son activité de manière non sédentaire ⁽¹⁾ : oui non

Dans l'affirmative : Présence d'un salarié à temps plein dans les locaux situés en ZFU-TE : oui non

Prévision de la proportion du chiffre d'affaires annuel réalisé en ZFU-TE :

Activité exercée en contrat de collaboration ou de remplacement ⁽¹⁾ : la préciser.....

ACTIVITÉ(S) SECONDAIRE(S) EXERCÉE(S) EN ZFU-TE ⁽¹⁾ : les préciser

ACTIVITÉ(S) EXERCÉE(S) EN DEHORS DES ZFU-TE ⁽¹⁾ : les préciser

Effectif de salariés prévu dans la ZFU-TE ⁽³⁾ :

⁽¹⁾ À préciser, s'il y a lieu, au cadre VII « Autres éléments nécessaires... ».

⁽²⁾ Les dispositions de l'article 44 octies-A du CGI ne s'appliquent pas aux entreprises qui exercent une activité civile (agricole, promotion immobilière, location d'immeubles nus à usage d'habitation ou professionnel, détention de titre...) ou une activité commerciale de crédit-bail mobilier ou de location meublée d'immeuble d'habitation.

⁽³⁾ si l'entreprise emploie deux salariés ou plus, préciser leur lieu de résidence habituelle ainsi que la nature du contrat et la durée hebdomadaire de travail prévue au contrat.

II. 2/ PRECISIONS SUR LA NATURE DES ACTIVITÉS EXERCÉES DANS L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS SITUÉS OU NON EN ZFU

L'activité relève-t-elle des secteurs d'activité suivants :

Construction automobile Construction navale fabrication de fibres textiles artificielles ou synthétiques

Sidérurgie Transport de marchandises

Activité exercée à titre principal :

Activité (s) exercée (s) à titre secondaire :

III. EFFECTIF SALARIÉ DE L'ENTREPRISE DANS L'ENSEMBLE DE SES ETABLISSEMENTS SITUÉS OU NON EN ZFU

Nombre de salariés employés à la date du début d'activité dans la ZFU-TE :

Répartition par établissement :

en précisant le nom de la commune d'implantation

IV. MONTANT PRÉVISIONNEL DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU TOTAL DE BILAN ⁽¹⁾

Montant prévisionnel du chiffre d'affaires annuel hors taxes :

Montant prévisionnel du total de bilan apparaissant à la clôture de l'exercice :

⁽¹⁾ À déterminer à partir des données de l'ensemble des activités de l'entreprise qu'elles soient ou non exercées en ZFU. Il est précisé que la condition relative aux seuils de chiffre d'affaires ou de total de bilan doit être remplie au titre de chaque exercice d'application du régime.

V DÉTENTION DIRECTE OU INDIRECTE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIÉTÉ ⁽¹⁾

Identité de la personne directement ou indirectement associée ⁽²⁾	Détenition directe ou indirecte		Renseignements sur l'associé s'il s'agit d'une entreprise		
	Dans le capital social	Dans les droits de vote	Effectif salarié	Chiffre d'affaires ⁽³⁾	Total de bilan

⁽¹⁾ Il est précisé que la condition relative à la non-détention du capital doit être remplie tout au long du régime.

⁽²⁾ Si le cadre est insuffisant, fournir un tableau complémentaire en annexe.

⁽³⁾ Si l'associé est une société mère d'un groupe fiscal, le montant à porter est le total des chiffres d'affaires des sociétés du groupe fiscal.

VI. CONDITIONS DE LA CREATION DE L'ACTIVITE EN ZFU-TE ⁽¹⁾

L'activité sera-t-elle créée dans le cadre :

- d'un transfert géographique ? oui non

si oui : adresse de la précédente implantation

l'activité transférée a-t-elle bénéficié des dispositions de :

- l'article 44 octies du CGI oui non

- l'article 44 sexies du CGI oui non

si oui, au titre de quelle(s) année(s) :

- l'activité était-elle implantée dans un secteur classé en zone de revitalisation rurale ou en zone de redynamisation urbaine ⁽²⁾? oui non

- a-t-elle bénéficié de la prime d'aménagement du territoire ? oui non

si oui, au titre de quelle(s) année(s) :

- d'une reprise (dont location-gérance), restructuration ou concentration d'activités préexistantes ? oui non

si oui : l'activité préexistante a-t-elle bénéficié des dispositions de l'article 44 octies du CGI ? oui non

si oui, à partir de quelle année :

- Autre à préciser :

⁽¹⁾ À préciser, s'il y a lieu, au cadre VII « Autres éléments nécessaires... ».

⁽²⁾ Les zones de revitalisation rurale s'entendent de celles mentionnées à l'article 1465 A du CGI. Les zones de redynamisation urbaine sont définies aux I bis et I ter de l'article 1466 A du CGI.

VII. AUTRES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR PERMETTRE À L'ADMINISTRATION D'APPRÉCIER SI LES CONDITIONS REQUISES PAR LA LOI POUR BÉNÉFICIER DE L'EXONÉRATION SONT EFFECTIVEMENT REMPLIES ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Des précisions sur les conditions d'exercice de l'activité peuvent notamment être utiles (description des opérations, matériel utilisé, éléments de fait...).

A....., le.....

Certifié complet, exact et sincère
Signature (nom et qualité du signataire)

Cette demande doit être renvoyée en recommandé avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge à l'adresse suivante :

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
PÔLE GESTION FISCALE
DIVISION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX
50, rue des Ponts
CS 60069
54036 NANCY CEDEX